



Commission de Suivi et de Concertation sur le Pétrole Réunion du groupe de travail « Retombées économiques et développement local » du 4 juillet 2013

Participants				
Nom	Entité	E-mail	Présent	Dest.
Carol Ostorero	Région Guyane	Carol.ostorero@machdeal.com	X	X
Tania Berland-Sandot	Région Guyane	tania.berland-sandot@cr-guyane.fr	X	X
Isabelle Cortana	Région Guyane	isabelle.cortana@cr-guyane.fr	X	X
Betty Bertome	Région Guyane	betty.bertome@cr-guyane.fr	X	X
Grégoire Lopez-Rios	Région Guyane	gregoire.lopez-rios@cr-guyane.fr	X	X
Jean-Claude Simoneau	Région Guyane	jean-claude.simoneau@cr-guyane.fr	X	X
Jean-Francois Henric	Egis	jean-francois.henric@egis.fr	X	X
Anne Duthilleul	Etat	anne.duthilleul@outre-mer.gouv.fr	X	X
Gilles Amiard	Shell	g.amiard@shell.com	X	X
Alain Deport	Shell	a.deport@shell.com	X	X
Christian Claudon	CDP	christian.claudon@guyane.pref.gouv.fr	X	X
Brigitte Marine	CSC Pétrole	brigitte.marine@guyane.pref.gouv.fr	X	X
Paul Jeannet	CDC	paul.jeannet@caissedesdepots.fr	X	X
Jean-Claude Hernandez	DRFIP	jean-claude.hernandez@dgfip.finances.gouv.fr		X
Gilles Morvan	DEAL	gilles.morvan@developpement-durable.gouv.fr		X
Jean-Michel Andries	Douanes	jean-michel.andries@douane.finances.gouv.fr		
Philippe Griset	Douanes	philippe.griset@douane.finances.gouv.fr		
Julien Panchout	SGAR	julien.panchout@guyane.pref.gouv.fr		X
Edern Le Dortz	Direction de la Mer	edern.le-dortz@developpement-durable.gouv.fr		X
Bernard Boullanger	MPIG	boullanger@orange.fr		X
Brigitte Petersen	MPIG	mpiguyane@wanadoo.fr	X	X
Stéphane Lambert	MEDEF	stephane.lambert@medefguyane.fr	X	X
Jean-Paul Lepelletier	CCIRG	jpl@guyane.cci.fr		X
Jean-Luc Davidas	CCIRG	appro.guyane@guyane.fr	X	X
Yves Bellemare	CCIRG	ybparticipation@wanadoo.fr	X	X
Jean-Michel Nicolas	CCIRG	jm.nicolas@guyane.cci.fr		X
Joëlle Prévot-Madère	CGPME	joelle.madere@gmail.com		X
Olivier Gomila	CGPME	o.gomila@guyanet.fr	X	X
Philippe Lemoine	Grand Port Maritime	philippe.lemoine973@gmail.com		X
Rémy-Louis Budoc	Grand port Maritime	r.l.b@orange.fr	X	X
Eric Sagne	CLUSTER MARITIME	sspmsg@wanadoo.fr		X
Bernard Assie	CLUSTER MARITIME	cluster.maritime.guyane@gmail.com	X	X
Bellemare James	ARD	bjames.ard-guyane@orange.fr	X	X
Philippe Rech	SOMARIG (CMA-CGM)	cay.prech@cma-cgm.com	X	X
Sébastien Bourgeois	GENERG	info@generg.fr		X

Synthèse des interventions

- **Informations sur les conditions d'approvisionnement du navire de forage (Shell)**

Gilles AMIARD annonce que son sous-traitant François Marine a contractualisé avec l'Economat des Armées pour fournir des produits frais au navire de forage. La première livraison devait avoir lieu le 15 juillet, mais à l'occasion du départ d'un navire le 5 juillet, la livraison est avancée. L'avitaillement en produits frais est compliqué, nécessite beaucoup d'attentions, mais est faisable. La commande porte sur environ 1,3t de produits, anciennement commandés à Trinidad et Tobago.

Carol OSTORERO indique qu'un chef d'entreprise guyanais l'a appelé car son contrat de fourniture à François Marine était devenu caduc à l'occasion de la contractualisation avec l'Economat des Armées.

Jean-Luc DAVIDAS indique avoir reçu un appel d'offre de François Marine pour une fourniture de fromage, mais qu'il n'a pu faire d'offre faute de réponse de François Marine aux demandes de précisions nécessaires pour la formalisation d'une offre.

Carol OSTORERO regrette que la nouvelle contractualisation ne concerne que des produits frais. Pourquoi ne pas s'approvisionner également en sec ? On a l'impression que François Marine ne joue pas le jeu de la Guyane.

Gilles AMIARD pense qu'il faut d'abord que la confiance soit renouée entre François Marine et les fournisseurs guyanais. Plus on montrera par l'exemple que cela fonctionne, plus François Marine s'approvisionnera localement.

Jean-Luc DAVIDAS regrette que les sous-traitants de SHELL ne jouent pas le jeu. Par exemple, suite à l'intervention de Gilles AMIARD, une liste de produits d'approvisionnement du STENA avait été transmise, mais peu claire (nomenclature anglaise...), et qui n'a fait l'objet d'aucune réponse aux demandes formulées.

Carol OSTORERO demande à Gilles AMIARD s'il sait comment améliorer les choses.

Gilles AMIARD répond qu'à ce stade le problème ne concerne que le navire de forage. Les navires de soutien sont déjà approvisionnés par la Guyane. Il pense qu'il faut à partir des premières initiatives menées pour montrer que cela fonctionne. Au bout de 3 ou 4 « runs », il s'agira de faire un bilan et d'en tirer les conclusions.

Olivier GOMILA souhaite savoir comment cela se passe ailleurs qu'en Guyane. Il faudrait avoir des engagements écrits, ce qui se fait dans de très nombreux contrats avec des clauses de « Best effort ».

Gilles AMIARD répond que ces clauses existent dans les contrats en renouvellement, mais qu'elles étaient absentes des contrats initiaux.

Stéphane LAMBERT demande à ce qu'on trace ce qui marche et ce qui ne marche pas, en centralisant les informations.

Carol OSTORERO regrette que les choses n'avancent pas assez vite, et se demande si Shell est réellement sincère dans sa volonté de forcer le destin de la Guyane.

Anne DUTHILLEUL rappelle que le Préfet LABBE a envoyé un courrier le 8 avril dernier à Shell. Gilles AMIARD répond que Shell a ouvert une consultation auprès de François Marine, une commande n'est certes pas suffisante et il est dommage que des courriers soient restés sans réponse. Il est important d'assurer la traçabilité de ce qui se passe.

Carol OSTORERO demande ce que veut dire « la logistique est tendue » dans le diaporama de Shell. Gilles AMIARD répond que cela fait référence au problème de disponibilité des bateaux.

Stéphane LAMBERT demande si la situation actuelle peu satisfaisante, mais stabilisée jusqu'à la fin de cette phase d'exploration, a des chances de changer lors de la signature d'éventuels nouveaux contrats. Gilles AMIARD répond que oui. C'est pour cela aussi qu'il faut aujourd'hui montrer que la

Guyane est capable de répondre aux besoins, ce qui donnera un atout considérable lors de la signature des nouveaux contrats.

Jean-François HENRIC demande quand arrivera l'échéance des contrats en cours. Gilles AMIARD répond qu'ils seront terminés à la fin de la phase d'exploration.

Olivier GOMILA demande s'il est possible que Shell transmette des contrats types aux entreprises guyanaises pour bien voir les demandes spécifiques. Gilles AMIARD répond qu'il va voir ce qu'on peut transmettre.

Jean-Luc DAVIDAS revient sur le fait que la commande passée par François Marine n'était pas claire et qu'aucune réponse n'a été apportée à ses questions pour lui permettre de faire une offre crédible. Il ajoute qu'il se demande si les cartes n'étaient pas déjà jouées depuis des mois avec l'Economat des Armées.

Anne DUTHILLEUL répond que c'est l'Etat qui a sollicité l'Economat des Armées dans un premier temps. Une deuxième offre possible est intervenue avec l'Appel à Manifestation d'Intérêt, et le sous-traitant a sollicité les deux groupes de fournisseurs identifiés.

Jean-Luc DAVIDAS regrette vivement de ne pas avoir eu de réponse à sa demande.

Stéphane LAMBERT demande à Shell d'insister auprès de François Marine pour qu'ils fassent des efforts.

Carol OSTORERO demande à ce qu'un retour d'expérience soit mené.

- **Présentation des évolutions du projet du port**

Rémy-Louis BUDOC présente l'état d'avancement du projet du port.

Philippe Lemoine a rencontré Shell et Total à Paris et en Guyane. Une visite à Trinidad et Tobago a été menée. Il s'avère que le Port de Dégrad des Cannes possède des avantages comparatifs intéressants par rapport à Trinidad et Tobago. Il faut par exemple 2h de route pour rejoindre la zone logistique depuis la zone d'arrivage. Les quais y font 80m de long...

Un logisticien spécialisé a été recruté.

Les cahiers des charges des travaux sont en cours de rédaction. Il faut cependant encore aller plus loin avec Shell pour s'assurer une visibilité sur 5 à 10 ans pour sécuriser les investissements.

Les projets d'extension de la zone sont en discussion en bonne intelligence avec l'Etat et le CG.

Le projet rencontre ainsi une dynamique positive, il est stratégique pour la Guyane, avec ou sans pétrole, et demandera à un moment un appui diplomatique pour être intégré pleinement dans le jeu des ports du plateau des Guyanes.

Carol OSTORERO ajoute que la CCI a présenté hier le projet de PAE avec ZFIE sur un espace adossé au Grand Port Maritime.

Rémy-Louis BUDOC précise que des réunions sont en cours avec la DEAL et le Conservatoire du Littoral pour régler les problèmes environnementaux liés à l'extension. Les discussions se déroulent bien. Mais il faut avancer avec prudence car la CCI n'a pas beaucoup d'argent.

Gilles AMIARD considère que ces éléments sont fondamentaux pour pouvoir construire l'avenir.

Stéphane LAMBERT abonde dans ce sens. Les flux générés seront captifs pour la Guyane. Le risque que l'on prend est d'autant moins important que l'on est sur une base de portée régionale.

- **Etat d'avancement de la cartographie de sous-traitance**

Jean-François HENRIC présente les dernières avancées de la cartographie de la sous-traitance en Guyane (voir diaporama joint). Elle est en cours de finalisation. On connaît bien maintenant préci-

sément les métiers concernés à toutes les étapes du projet pétrolier, et on est en train de compléter la cartographie des entreprises guyanaises qui pourraient être concernées à partir du fichier complet des entreprises de plus de 1 salarié reçu de l'INSEE dans les derniers jours.

La cartographie servira de document de travail pour les travaux futurs du GT et de ses sous-groupes.

- **Propositions du MEDEF**

Stéphane LAMBERT présente ses propositions :

- Sur le fonctionnement du groupe de travail : tout le monde a envie d'avancer plus vite. Il faut assurer une planification du travail à venir et il semble nécessaire de travailler en sous-groupes. Chaque sous-groupe doit avoir son planning, et un porteur identifié. Une feuille de route doit être bâtie.
- Sur la nécessité d'élargir la vision du projet à son environnement régional. Le Port doit être une base arrière du Plateau des Guyanes.
- Sur l'intérêt de mettre en place des éléments de veille. Il faut connaître ce qui se passe à proximité. Les permis de l'Amapa n'ont été connus que très tardivement. Il faudrait structurer l'information et la veille.
- La question du Port est fondamentale. Il ne faut pas oublier les opérateurs logistiques guyanais.
- Les réussites et échecs en matière d'approvisionnement en Guyane doivent être suivies et analysés dans une démarche de progrès.
- Il est essentiel d'avoir une action forte sur les TPE qui en l'état n'auront pas accès aux marchés liés au pétrole. Il faut les regrouper et avancer. D'une manière plus générale, il est essentiel d'assurer la montée en gamme des entreprises guyanaises pour leur donner l'accès aux marchés pétroliers (normes, etc.).

Carol OSTORERO approuve en précisant bien que la concertation entre tous les acteurs est essentielle.

Anne DUTHILLEUL précise qu'il faut bien différencier le long terme du court terme. Il faut avancer sur les deux tableaux.

Stéphane LAMBERT s'inquiète du fait que dans un ou deux ans, il va y avoir un go sur la phase de construction. A cette échéance, il faudra être aux standards. Si on n'y est pas, ce sont toutes les entreprises de métropole et d'ailleurs qui prendront les marchés.

Carol OSTORERO revient sur la nécessité de bénéficier de la part de Shell de contrats types.

Gilles AMIARD considère que c'est à travers l'acquisition de compétences et leur partage entre les entreprises locales, à l'occasion de sous-groupes de travail portés par des entreprises leaders, que l'on pourrait avancer efficacement.

Stéphane LAMBERT insiste sur la nécessité d'avoir un tronc commun « montée en gamme » pour les entreprises guyanaises, et s'interroge sur les moyens d'arriver à fédérer les TPE.

- **Proposition d'une feuille de route**

Jean-François HENRIC présente des propositions d'organisation en ligne avec celles présentées par le MEDEF (voir diaporama). L'objectif est le suivant :

- Finalisation de la cartographie de sous-traitance (juillet).
- Constitution des sous-groupes de travail à l'initiative des organisations patronales, avec soutien technique de la Région (été).
- Organisation d'un séminaire de sensibilisation à l'activité pétrolière pour les entreprises guyanaises (automne).

- Rencontres avec l'opérateur SHELL et ses entreprises sous-traitantes de 1^{er} rang (une fois les sous-groupes assez avancés : fin d'année ?).

Carol OSTORERO propose que l'on laisse les organisations patronales échanger et construire le dispositif des sous-groupes (thématiques, porteurs...).

Olivier GOMILA demande à ce que la Région l'incite à travers un courrier officiel.

Carol OSTORERO répond que cela sera transmis dans le courrier d'envoi du compte-rendu de réunion. On donnera jusqu'à fin juillet pour que les organisations patronales proposent l'organisation souhaitée.

Jean-François HENRIC rappelle que le sous-groupe de travail Local Content n'a pu se réunir depuis mai. La date du 22 juillet est convenue pour une prochaine réunion. Anne DUTHILLEUL rappelle qu'il faut régler un point juridique concernant le terme « endogène ». Il paraît exclu par la loi la possibilité de privilégier les entreprises « guyanaises » au détriment des autres entreprises européennes.

Olivier GOMILA indique que dans le cadre d'un document conclu entre deux parties sans caractère contractuel, on devrait pouvoir y écrire ce que l'on veut.

- **Questions diverses**

Carol OSTORERO indique que les services de l'Etat doivent apporter une réponse sur la présentation des denrées alimentaires au PIF.

Rémy-Louis BUDOC demande sous quels statuts sont employés les personnels de la plate-forme. Carol OSTORERO répond qu'il y a deux statuts différents pour les marins et la main d'œuvre d'opérations.